

Département du Var

SOUS-PREFECTURE de BRIGNOLES

Installations classées pour  
la protection de l'Environnement

-----  
n° 33

Rubriques de la nomenclature :  
n°s 35/2a, 253 B et 266 bis/1

Le Préfet du Var, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 <sup>juillet</sup> septembre 1976 et le décret  
n° 77-1133 pris pour son application,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 1955 autorisant  
la SA "Distillerie du Haut-Var" à installer à CARCES, un réservoir  
destiné à contenir 3600 hl d'alcool;

Vu la demande présentée le 28 décembre 1976 par la  
"SA. Distillerie du Haut-Var", à l'effet d'obtenir l'autorisation  
d'exploiter les installations existantes de son usine de  
distillation à CARCES;

Vu le dossier annexé à cette demande;

Vu les avis des chefs des services techniques concernés;

Vu le dossier d'enquête publique et l'avis du commissaire  
enquêteur;

Vu les rapports et avis de l'inspecteur des installations  
classées;

Vu l'avis du Conseil départemental d'Hygiène émis en  
séance du 3 juillet 1979;

- A R R E T E -

Article 1er. - Les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé  
sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Article 2.- La S.A. Distillerie du Haut-Var, siège social, route de Lorgues à CARCES, représentée par M. Jean MALGOUYRES, Secrétaire Général, est autorisée à exploiter une distillerie vinicole dont les installations sont situées route de Lorgues à CARCES.

Ces installations comprennent :

- un atelier de distillation d'alcool, d'une capacité de production journalière 90 hectolitres (rubrique 35-2 a de la nomenclature des installations classées),
- un dépôt d'alcool et eaux-de-vie titrant plus de 60° GL, de 790 m3 de capacité répartie en trois magasins intérieurs et un réservoir extérieur de 360 m3 (rubrique 253 B),
- un dépôt de marcs de raisin (rubrique 266 bis -1).

En outre, les installations comportent :

- une installation de combustion consommant 2.000 Th/H.,
- une installation de compression d'air comprenant deux compresseurs de 40 et 10 Kw, dont l'un est en réserve,
- un dépôt aérien de fuel-lourd de 40 m3 de capacité.

Les installations seront établies et aménagées conformément aux plans et notices joints au dossier. Exception faite des modifications pouvant résulter de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, tout projet de modification devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale préalable.

L'ensemble de l'installation devra satisfaire aux prescriptions de la circulaire du 8 août 1974 (publiée au J.O du 31 octobre 1974) ainsi qu'aux prescriptions ci-après.

Article 3.- AMENAGEMENTS .

3/1- Implantation .

Le local renfermant la colonne de distillation sera isolé des autres locaux par des doubles portes coupe-feu degré 2 heures, à fermeture automatique. Le sol de ce local formera cuvette de rétention étanche pour la totalité de la charge de la colonne.

Le local de la chaufferie sera muni de portes pare-flamme de degré 1/2 heure. Les accès présenteront des seuils interdisant tout écoulement accidentel vers l'extérieur,

Les magasins d'alcools et eaux-de-vie seront construits, aménagés et exploités conformément aux prescriptions des arrêtés des 9 novembre 1972 et 19 novembre 1975 relatifs aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides. En particulier, les réservoirs d'alcools seront implantés dans des cuvettes de rétention d'un volume égal à la capacité des réservoirs et isolés entre eux et des autres locaux par des portes coupe-feu à fermeture automatique.

En cas de travaux importants dans leur voisinage immédiat, leur utilisation sera suspendue.

Les dispositifs de mise à l'atmosphère de la colonne de distillation et des annexes susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables, déboucheront à l'air libre à l'extérieur des bâtiments.

Tous les locaux contenant des liquides inflammables seront construits en matériaux incombustibles, présentant une résistance au feu de degré 3 heures ; Il en est de même du local contenant la citerne à fuel lourd, qui sera placée également dans une cuvette de rétention étanche de capacité égale à celui de la citerne.

### 3/2- Prélèvements d'eau .

La pompe servant au prélèvement d'eau dans l'Argens sera munie d'un compteur volumétrique; Il sera relevé chaque semaine. Les chiffres seront consignés sur un registre. Les consommations enregistrées par le compteur de la distribution publique, seront consignés tous les trois mois sur le registre.

### 3/3- Construction des réservoirs de liquides inflammables .

Le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'eau, devra être ou plus, égal à 50% de la résistance à la traction.

Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation ou tassement du sol. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation. Les vannes de plètement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment, le volume du liquide contenu. Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur. Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes. Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage. Les réservoirs devront être placés en contrebas des appareils d'utilisation sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à la disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

Les réservoirs en ciment armé seront calculés et construits pour résister à trois fois la poussée hydrostatique résultant de leur remplissage en eau ; ils seront mis hors service dès apparition de fissuration et suintement du liquide contenu.

Dans les magasins de stockage d'alcool, les dispositifs de commande de tuyauteries des réservoirs seront placés à l'extérieur de la cuvette de rétention, ou en cas d'impossibilité, le plus près possible du bord de cette dernière.

Pour le réservoir extérieur de 360 m<sup>3</sup>, tous les organes de manoeuvre seront situés hors de la cuvette de rétention ; une canalisation permanente, obturée par vanne en fonctionnement normal, permettra l'évacuation des eaux pluviales reçues dans la cuvette.

### 3/4 - Matériel électrique .

Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions du décret 62.1454 du 14 novembre 1962, concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

Dans l'atelier de distillation et les dépôts d'alcool, le matériel électrique devra être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives conformément aux dispositions du décret 60.295 du 28 mars 1960, portant règlement sur le matériel électrique utilisable dans les atmosphères explosives et des textes pris pour son application, sous réserve s'il y a lieu, que l'agrément soit accordé pour le groupe de matériel correspondant à l'atmosphère explosive susceptible d'exister dans la zone où est utilisé ce matériel.

Le matériel électrique devra être maintenu en bon état. Il devra être contrôlé annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 3/5 - Protection contre la foudre et les courants de circulation .

Tous réservoirs, colonnes et machines seront mis à la terre. La résistance de mise à la terre sera toujours inférieure à 20 ohms. Par ailleurs, tous les réservoirs d'alcool seront reliés entre eux par une liaison équipotentielle.

Toutes dispositions seront prises pour réduire les dangers dus à la foudre.

### 3/6- Ventilation.

Tous les ateliers et locaux dans lesquels sont mis en oeuvre des gaz ou liquides inflammables ou toxiques, ou dans lesquels peuvent se dégager des gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques, doivent être conçus et aménagés de telle sorte que la ventilation naturelle assure en permanence une bonne dilution, de manière à éviter que leur atmosphère soit explosive ou toxique.

Les divers équipements seront notamment disposés judicieusement pour faciliter cette dispersion.

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter également l'accumulation de vapeurs toxiques ou gaz inflammables dans les parties basses des diverses installations, ainsi que dans les fosses ou caniveaux.

En cas d'impossibilité, il conviendra de recourir à une ventilation artificielle efficace .

### Article 4.- Prévention des incendies et explosions.

#### 4/1 - Prescriptions générales .

L'accès des magasins et dépôts de produits inflammables et du local de distillation sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation. Dans ces locaux il est interdit d'introduire ou de provoquer du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles; notamment les réserves d'eaux-de-vie et d'alcool seront conservées hors du local de distillation. Cette interdiction devra être affichée de façon apparente, aux abords de chaque magasin et dépôt. Les travaux effectués dans ces zones devront faire l'objet d'un permis de feu visé par le directeur de la distillerie.

L'entretien et l'exploitation des magasins et dépôts de produits inflammables du local de distillation, devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée en permanence et de façon apparente à proximité de chaque dépôt. Tous les locaux seront maintenus en bon état de propreté.

#### 4/2 - Distillation. - Tout dispositif devra être prévu pour éviter la montée en pression des colonnes de distillation.

Une panne sur l'alimentation en fluide de réfrigération des condenseurs, ou sur l'alimentation en matières premières de la colonne, devra provoquer immédiatement et sans intervention humaine, l'arrêt de l'envoi de vapeur à la colonne et le déclenchement d'une alarme sonore. Une réserve de fluide de refroidissement, permettant d'assurer sans discontinuité l'alimentation des condenseurs pendant une demi heure, devra être constituée. Une consigne d'intervention pour le personnel chargé de l'exploitation de la salle de distillation sera établie.

#### 4/3 - Chaufferie.

Un dispositif de coupure électrique des brûleurs de la chaufferie, signalé par une plaque indicatrice, sera mis en place à l'extérieur de celle-là.

#### 4/4 - Détection incendie et vapeurs explosives.

Des dispositifs de détection de vapeurs explosives seront installés dans les magasins d'alcools et eaux-de-vie et dans l'atelier de distillation.

#### 4/5 - Moyens de lutte contre l'incendie .

La distillerie sera équipée d'un réseau d'eau avec robinets d'incendie armés de 40 m/m, conformes aux normes NFS. 61201 et 62202, placés à l'extérieur et à proximité de chaque accès des locaux : chaufferie, atelier, magasins à alcool.

La pompe de prélèvement d'eau dans l'Argens sera munie d'un raccord pomper de 100 m/m.

La plateforme inférieure au bord de l'Argens sera renforcée et aménagée pour être accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie pour un pompage d'eau.

L'usine sera dotée d'une réserve de 400 litres d'émulsifiant pour feux d'alcool dont 200 litres seront logés en fût métallique monté sur chariot roulant, de petit matériel d'intervention et d'extincteurs portatifs définis en nombre et nature, et placés aux endroits convenus avec le Service départemental de Secours et d'Incendie.

#### 4/6 - Consigne.

Des consignes affichées préveront :

- les Interdictions de fumer, de feux nus,
- l'organisation de l'entretien et nettoyages de poussières et déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie,
- l'exécution de rondes de surveillance,
- la conduite à tenir en cas de sinistre.

Toutes ces dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et permettre une intervention rapide des équipes de secours.

#### Article 5.- Prévention des bruits .

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteur à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du code de la route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret 69.380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs... ) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signal d'incidents graves ou accidents.

La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux

prescriptions de la norme française NFS 31010 (homologuée par arrêté du 2 septembre 1974) en adoptant les valeurs suivantes :

- valeur de base ..... 45 dB (A)
- CZ ..... + 15 dB (A)
- CT ..... 0 dB (A) en période de Jour  
5 dB (A) en période Inté-  
rimaire  
10 dB (A) en période nuit.

Les niveaux de bruits seront déterminés aux limites de propriété de l'établissement, de telle sorte qu'en aucun point situé à l'extérieur de ces limites, ils ne dépassent le critère limite de bruit défini au paragraphe ci-dessus.

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de niveau de pression acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

#### Article 6.- Prévention de la pollution atmosphérique.

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publiques, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments, est interdite.

La construction de la cheminée devra être conforme aux dispositions des circulaires des 24 novembre 1970 et 13 Août 1971, ainsi que celle du 20 Juin 1975. Elles présenteront notamment les caractéristiques suivantes :

- hauteur minimale 16 mètres,
- diamètre : 0, 50 mètre
- vitesse ascendante minimale supérieure à 8m/sec.

Pour permettre le contrôle des émissions de gaz, la cheminée devra être pourvue d'orifices obturables, commodément accessibles, placés dans une partie rectiligne, à une distance du point d'introduction des gaz, égale à 8 fois le diamètre au minimum.

Les résultats des contrôles et compte-rendus d'entretien des installations de combustion seront portés sur le livret de chaufferie réglementaire et seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, durant deux ans au moins.



L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant, notamment l'intérieur des ateliers et les conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents. Les voies de circulation seront revêtues et entretenues en bon état. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 7.- Prévention des odeurs.

Les vinasses de distillation stockées dans le silo ouvert devront être évacuées au fur et à mesure de leur production. En aucun cas la hauteur de liquide ne devra dépasser 2 mètres; une jauge fixée dans la paroi permettra de la contrôler visuellement.

En cas de dépassement, quelle qu'en soit la cause, l'activité des opérations de distillation sera suspendue, jusqu'au rétablissement des conditions normales d'évacuation.

Les marcs épuisés seront retournés régulièrement afin de ne pas être à l'origine d'odeurs gênantes pour le voisinage. Ils seront évacués dans le meilleur délai possible et au plus tard avant la fin du mois d'Avril.

En cas de dégagement de mauvaises odeurs, des mesures complémentaires pourront être prescrites, en particulier la filtration des vinasses, la couverture du silo, ou toute autre mesure appropriée.

Article 8.- Prévention de la pollution due aux déchets.

8/1.- Les déchets solides seront évacués au fur et à mesure de leur production et déposés sur des terrains de culture autorisés par les propriétaires du sol, pour être enfouis.

8/2.- Les eaux résiduelles seront de la même façon évacuées par camions-citernes, en vue d'être répandues sur des terrains cultivés ou régulièrement travaillés, de telle sorte qu'il n'en résulte aucun transfert, ni risque de pollution de nappes ou de cours d'eau. Le PH de ces effluents sera compris entre 6,5 et 9,5. Tout rejet direct dans le milieu naturel, à partir du silo de stockage doit être physiquement impossible; en particulier la canalisation d'extraction de ce dernier doit être munie de deux vannes en série, capables chacune d'arrêter l'écoulement du flux; elles seront constamment entretenues en bon état de fonctionnement; en dehors de service l'une d'elles sera maintenue fermée par un verrouillage spécial.

L'aire de chargement des camions-citernes, sera étanche et apte à recueillir les rejets accidentels et débordements éventuels des citernes.

...

Les épandages ne seront effectués qu'à plus de 200 mètres de tout point d'eau à usage public ou privé et avec l'accord du propriétaire du sol, sur des terrains reconnus favorables par un géologue et localisés par ce dernier, sur la carte au 1/25 000 feuille de Draguignan. Ce plan, ainsi que le calendrier des épandages sera soumis à l'agrément de l'inspecteur des installations classées un mois au moins avant le début de chaque campagne.

Les déversements se feront à la rate et seront réglés pour qu'ils ne dépassent pas 15 m/m par semaine sur sol cultivé et 50 m<sup>3</sup> annuellement par hectare sur sol labouré non cultivé. Ils seront enregistrés journalièrement sur un registre spécial avec référence :

- aux parcelles desservies et au plan cadastral du lieu,
- aux noms et adresse du propriétaire du sol,
- aux volumes livrés et aux surfaces concernées.

Ce registre sera tenu constamment à la disposition de l'inspecteur<sup>3</sup> des installations classées.

Une étude pédologique et agronomique complémentaire des terrains d'épandage sera présentée à l'inspecteur des installations classées avec plans cadastraux de référence à l'appui, avant le début de la prochaine campagne d'épandage.

- 8/3.- Une fiche récapitulative des expéditions de déchets dont modèle est joint en annexe, devra être adressée mensuellement et en deux exemplaires, à l'inspecteur des installations classées.

#### Article 9.- Prévention de la pollution des eaux.

- 9/1.- L'établissement ne procédant pas au recyclage des eaux d'alimentation des condenseurs, la température de rejet dans le milieu naturel de ces dernières ne devra pas dépasser 30° C. Le collecteur de ces eaux, de 800 mètres de long, sera aménagé pour permettre le contrôle de leur température avant la sortie, au moyen d'une sonde thermométrique.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées seront canalisées dans ce même collecteur.

- 9/2.- Les eaux vannes des sanitaires et les eaux usées de lavabos seront collectées et dirigées vers l'égoût public.

- 9/3.- Les eaux pluviales ruisselant aux abords de l'usine, sur les aires de déchargement des marcs, sur l'aire de stockage des marcs épuisés, sur les voies de communications intérieures et sur l'aire de stationnement

des camions-citernes en cours de chargement des vinasses, devront être drainées vers un bassin de décantation étanche pour être soit traitées spécialement avant rejet dans le milieu naturel, soit évacuées dans l'égoût public, soit relevées dans le silo à vinasses et évacuées avec celles-ci.

Il en est de même des eaux de lavage de la cuverie, des véhicules et engins.

- le rejet de l'effluent devra se faire par une canalisation unique munie d'un regard permettant d'effectuer les prélèvements nécessaires au contrôle des teneurs. Celles-ci ne devront pas dépasser les limites suivantes :

- matières en suspension : 30 mg/litre,
- DB05 : 50 mg/litre,
- D.C.C. : 90 mg/litre,
- PH compris entre 6,5 et 9,5.
- hydrocarbures : 20 ppm (dosage selon la norme NF.T 90203).

Des analyses de l'effluent épuré seront faites aux frais et à la demande de l'industriel deux fois pendant la campagne de distillation, par un laboratoire spécialisé, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées; les résultats seront communiqués immédiatement à ce dernier.

9/4.- le volume de la cuvette de rétention de la citerne extérieure à alcool, sera égal à la capacité de cette citerne, soit 360 m<sup>3</sup>.

Article 10.- Les prescriptions définies par le présent arrêté sont applicables dans les délais suivants :

- article 3/1. : délai sept mois,
- articles 4/5., 4/6., 9/3., et 9/4. : délai quatre mois,
- article 3/2., : délai deux mois.

Les autres prescriptions sont applicables dès notification du présent arrêté.

Article 11.- Le Sous-Préfet de Brignoles, l'Ingénieur en Chef des Mines à Marseille, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

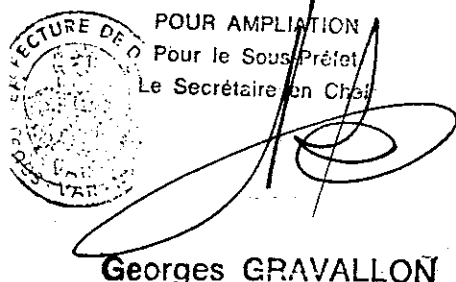
- à l'intéressé,
- au Maire de Carcès,
- à l'ingénieur des Mines, Inspecteur des Installations classées à Toulon,
- au Directeur départemental du Travail à Toulon, et à l'inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours à Draguignan

Fait à 25 SEPT. 1979

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

signé : Roger GROS

POUR AMPLIATION  
Pour le Sous-Préfet  
Le Secrétaire en Chef



Georges GRAVALLON